
Le 16-05-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

14H30 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6e, RETROUVONS-NOUS A L'OCCASION DU NON DES FRANÇAIS AU TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN (55% de NON, 70% de participation), dont le résultat a été bafoué par le coup d'Etat parlementaire de 2008 qui nous a livrés à l'Union européenne avec l'adoption du Traité de Lisbonne.

20 ans après, le bilan est noir pour le pays et le peuple français : désindustrialisation, paupérisation, mise en péril de tous les services publics, attaques répétées contre les droits sociaux (assurance maladie, retraite, indemnités de chômage, privatisations et délocalisations, salaires, etc). Vous le savez car vous le subissez !

Tandis que le pays est mis sous dépendance de la supranationale Union européenne, toute dévouée à créer les conditions pour que les profits augmentent pour les multinationales, au nom de la liberté du capital, le gouvernement de Macron, n'agit que pour une "souveraineté européenne". C'est donc sans vergogne qu'il a accéléré le processus de destruction de la France qui compte désormais plus de 10 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Il est temps que le peuple de France reprenne la main et se mobilise pour reconquérir sa souveraineté.

D'autant que désormais la guerre devient l'ultime arme pour nous mettre à genoux. Les dépenses pharaoniques pour armer l'Ukraine sont devenues des priorités, la Russie devenue un ennemi, le peuple français une "charge" et l'UE "une chance" !

En 2005, les citoyens et citoyennes avaient bien compris que la vraie menace provient de l'UE et de ses appétits jamais rassasiés de pouvoir. En 2025 une nouvelle étape se déroule dans les coulisses obscures de la Commission européenne. L'UE se rêve chef de guerre et a décidé de financer le réarmement avec 850 milliards d'euros ! Et la meute des politiciens mis sous camisole approuve !

Si vous avez envie que cela change, alors il faut bien affronter le réel : l'UE ce n'est ni la Paix, ni la prospérité, ni la liberté, ni la fraternité et la solidarité entre les peuples, ni la démocratie mais le carcan qui a été savamment mis en place au fil des décennies pour faire taire le peuple qui n'a pas encore assez abandonné le combat social et républicain.

Avec l'Union européenne impossible de négocier : il faut la mettre à bas et tout reconstruire autrement.

Notre premier droit de citoyen est d'exiger un nouveau référendum sur l'appartenance de la France au système de l'Union européenne !

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire